

SOUS LA PRESSION DES SECTES : L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

« *L'Église catholique d'Amérique latine est dans une période de basses eaux* ». Et, ajoute Chico Whitaker, secrétaire de la Commission brésilienne *Justice et Paix* et collaborateur du cardinal Arns, du temps où celui-ci était archevêque de São Paulo, « *cette situation ne fait que s'aggraver* ».

Pourtant, avec environ 530 millions de fidèles, l'Amérique latine est la région la plus catholique du monde. Et les communautés de base y restent nombreuses et dynamiques, tous les observateurs en témoignent. Comme si l'élan donné par le concile Vatican II et confirmé, en ce qui concerne l'Amérique latine, par les Conférences générales du CELAM, à Medellin (1969), puis à Puebla (1979) et même encore à Saint-Domingue (1992), n'était toujours pas arrêté. D'ailleurs, les documents préparatoires à la Ve Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, qui se tiendra en mai 2007 à Aparecida (Brésil), évoquent eux aussi « l'option préférentielle pour les pauvres » définie pour la première fois à Medellin et qui a servi de guide aux théologiens de la libération. Mais il semble s'agir, cette fois-ci, d'une sorte de référence obligée bien plus que d'une ligne directrice fondamentale.

Jusqu'au début des années 80, alors que des dictatures militaires opprimaient le Brésil, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay ou la Bolivie, l'Église catholique était « la voix des sans voix ». Elle était la seule institution forte et crédible capable de s'opposer à l'armée. De nombreux prêtres et laïcs, quelques évêques même, l'ont payé de leur vie. Mais, pendant cette période, l'Église catholique a connu un impressionnant dynamisme qui s'est particulièrement traduit par la multiplication des communautés de base, ainsi que par l'engagement de très nombreux militants catholiques au sein de partis politiques et de syndicats. C'est en très grande partie grâce à eux que le Mouvement des sans terre (MST), au Brésil, est devenu si puissant ; c'est aussi grâce à eux que le Parti des travailleurs (PT) a pu naître et grandir jusqu'à porter Lula à la présidence de la République brésilienne.

Mais à partir de ces mêmes années 80, on a assisté au remplacement de dom Helder Camara, archevêque de



Recife, par le conservateur dom José Cardoso, à la condamnation publique, par Jean-Paul II, des prêtres-ministres du gouvernement sandiniste, au Nicaragua, à la nomination, à la tête de l'archevêché de Lima, du très réactionnaire Juan Cipriani, membre de l'Opus Dei. Il faut aussi évoquer la progressive marginalisation de dom Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal de Las Casas, au Mexique, celle du cardinal Arns ou encore celle du cardinal Aloysio Lorscheider, archevêque de Fortaleza et président de la Conférence épiscopale brésilienne (CNBB). Quant aux prêtres ou aux théologiens les plus engagés, ils ont été au mieux réduits au silence, au pire poussés en dehors de l'Église.

Le pape s'était, semble-t-il, convaincu que le principal danger pour l'Église en Amérique latine était le marxisme. De fait, la théologie de la libération avait, pour point de départ, la réalité sociale conflictuelle et, comme analyse pour mieux appréhender cette réalité, une méthode marxiste. Mais c'était peut-être confondre les instruments avec les intentions. Ce que dom Helder Camara, avec ironie, résumait ainsi : « Quand je donne à manger aux pauvres, on dit que je suis un saint. Quand j'explique pourquoi ils sont pauvres, on dit que je suis un communiste ». Et ce même dom Helder ajoutait : « Ce sont les pauvres qui m'évangélisent ».

Au travers de ces deux petites phrases, on comprend bien pourquoi le Vatican, par l'intermédiaire de la Congrégation pour la doctrine de la foi (1) et de celle chargée des nominations épiscopales (2), a tout fait pour freiner l'élan de la Théologie de la libération et des communautés de base : si la référence épistémologique n'est pas la révélation divine, canalisée par l'autorité ecclésiastique, mais bien l'expérience existentielle des peuples, c'est le fondement même de l'autorité qui est alors remis en question.

Sous Jean-Paul II, l'Église catholique a donc bien été marquée par une volonté de restauration de la doctrine et de la hiérarchie, l'une et l'autre étant liées : c'est à la hiérarchie unie et cohérente autour du pape de dire la « vraie » doctrine ; et cette doctrine, pour être entendue, ne peut laisser place au doute, à la contestation de l'autorité qui l'annonce. Ce qu'Hans Küng, prêtre et professeur de théologie dogmatique à l'université catholique de Tübingen, traduit ainsi : « Les évêques doivent se concevoir comme les préfets de Rome et non

comme les serviteurs du peuple de l'Église. Quant aux théologiens, ils doivent se conformer aux positions officielles ou se taire » (3).

D'où un fossé qui n'a guère cessé de se creuser entre la base et la hiérarchie – même si on peut encore citer un certain nombre de contre-exemples. D'où, également, un recul de l'influence de l'Église catholique : le nombre des vocations est presque partout en chute libre, de même que la pratique religieuse, y compris au sein des communautés de base. Selon les statistiques officielles, 88 % des Brésiliens se déclaraient catholiques en 1980 ; en 2000, ils n'étaient plus que 74 %. François Houtart considérait ainsi que « Jean Paul II a fini par détruire nombre de forces vives émergentes et empreintes d'une vision évangélique et prophétique » (4). Une analyse partagée par Régis Debray qui, en octobre 2003, écrivait dans *Témoignage chrétien* : « Il y a un effet formidablement pervers de l'immobilisme institutionnel qui est la montée planétaire des sectes protestantes qui bousculent la culture catholique en Amérique latine, centrale ou en Afrique... Cette reconquête protestante, pas du meilleur protestantisme, est un vecteur aggravant d'individualisme, de capitalisme et de déconstruction de la personne dans tous les pays du tiers-monde » (5).

De fait, les Églises dites « pentecôtistes » – comme l'Église universelle du règne de Dieu, le Temple de Sion ou l'Église de la Victoire – connaissent une véritable explosion. Certes, les États-Unis ont favorisé la naissance et l'expansion de ces Églises, généralement conservatrices, qui leur permettaient de contrebalancer l'influence de la théologie de la libération, des communautés de base, des mouvements d'action catholique ou des commissions pastorales comme la CPT au Brésil ; une stratégie élaborée dans le rapport Rockefeller, en 1969, et réaffirmée ultérieurement dans les documents de Santa Fé, en 1980 et 1986 ; une stratégie utilisée par l'administration Reagan pour favoriser l'implantation de l'Église du Verbe au Guatemala et l'arrivée au pouvoir, en 1982, de l'un de ses adeptes, le général Efraim Rios Montt.

Mais la main cachée des États-Unis ne suffit pas à expliquer le succès des sectes évangéliques en Amérique latine. Ces sectes proposent une théologie de la prospérité – s'enrichir n'est pas un péché – qui permet aux exclus de ne pas se laisser écraser ; elles leur apportent chaleur et consolation et répondent au besoin d'émotion et de sacré. Elles proposent également une « guérison divine », sorte de régénération, de nouvelle naissance qui apporte de l'espoir à chaque individu et des chances de réconciliation à chaque communauté.

Au Brésil, l'Église universelle du règne de Dieu, dirigée par le bispo (« évêque ») Edir Macedo est une véritable puissance économique et médiatique : son chiffre d'affaires, en 2000, s'est élevé à près de 740 millions d'euros, soit environ deux fois plus qu'Autolina, l'entreprise privée la plus rentable du Brésil ; elle contrôle TV Record, la troisième chaîne de télévision du pays, trente radios et quotidiens nationaux (dont la Folha Universal qui tire à plus d'un million et demi d'exemplaires), plus de deux mille temples et revendique six millions de fidèles.

L'Église universelle compte maintenant un certain nombre de députés d'État et près d'une vingtaine de députés fédéraux. Même chose au Guatemala, en Argentine ou bien au Mexique où les Légionnaires du Christ ont investi les hautes sphères du monde politique, économique et médiatique. L'Église catholique elle-même est touchée par ce phénomène : le Renouveau charismatique catholique (RCC) connaît un tel succès que la Conférence épiscopale brésilienne s'est vue obligée de codifier le charisme catholique pour le différencier du pentecôtisme protestant.

On comprend ainsi mieux pourquoi Benoît XVI, évoquant la prochaine Conférence générale du CELAM, a parlé « des vicissitudes dans lesquelles l'Amérique latine se débat intensément ». Et il a estimé que cette Conférence devrait « renforcer l'espérance qui reste vive dans cette région du monde ». Restera à apprécier comment ces intentions se traduiront dans les documents et, surtout, dans les faits.

Car, estime François Houtart dans un récent article écrit pour le RISAL, « il existe encore une Église engagée, moins visible qu'auparavant, moins soutenue par les centres du pouvoir religieux, mais pas moins réelle ». Les témoignages présentés dans ce dossier de Garrigues et Sentiers vont dans ce sens : les catholiques « de base » ont encore foi en leur Église ; à celle-ci de ne plus les décevoir, sous peine de voir les eaux encore baisser...

Roger Tréfeu (*)

* Roger Tréfeu a été rédacteur en chef de *Témoignage chrétien* puis de *Politis*. Il est également l'auteur de « *Cinq cents ans d'Église en Amérique latine : les rebelles de l'Église* », Éditions ouvrières, 1992.

1 - La Congrégation pour la doctrine de la foi était alors dirigée par le cardinal Josef Ratzinger, devenu depuis Benoît XVI.

2 - Ayant rencontré le cardinal Lorscheider au début des années 90, je lui avais demandé pourquoi la CNBB acceptait la nomination d'évêques ouvertement conservateurs. Il m'avait répondu : « Mais nous n'avons absolument pas notre mot à dire ».

3 - Article paru dans le *Sonntagszeitung* du 12 octobre 2003.

4 - *Le Monde diplomatique*, juin 2002 : « Jean Paul II, un pape conservateur et moderne ».

5 - *Témoignage chrétien*, numéro spécial, octobre 2003 : « Jean Paul II – Vingt-cinq ans de pontificat ».